

*[Text]*

example, the deal with the Russians. We give them more than 100,000 metric tonnes—repeat the word give—of fish on an annual basis so they can buy a few million pounds of fish. They were supposed to buy this year \$25 million worth of fish in an industry worth—what?—\$1.5 billion in export value. They bought \$4 million or \$5 million worth.

When I see West Germany and the EEC countries not buying any fish, despite the fact they are receiving allocations from within our waters for their own fishing fleets, from Canada. So the old concept of trading fish for fish must go.

Number two: No question about it, gentlemen, if you can go back to Ottawa and agree among yourselves as various party members to recommend to ban all foreign activity within the 200-mile zone, commencing in 1986—no more fishing licences to be issued to foreign fishing fleets after this year. I cannot overemphasize the importance of that recommendation.

There also has to be control of the northern cod stocks at the spawning time, that is, during January and February and part of March.

These are the kinds of things that have been said over and over in the past. These two basic points alone—if we take away the foreign activity within the 200-mile economic zone, if we halt the fishing of northern cod during the spawning season, that is going to give the stocks time to grow. Maybe then we will have sufficient fish coming into the inshore waters. We will not need these millions of dollars in the fall of the year to create some make work programs for our inshore fishermen and plant workers.

The inshore fishery is a small boat fishery. I repeat, I am concerned about the present attitude. It was there in the past and I have not seen any change, despite the change of administration, that inshore fishery must be pushed aside in favour of the deep sea fishery. There is some clear evidence in the recent financing of Fishery Products International.

That is the harvesting side, and I want to continue further on the recommendations. I mentioned the two important ones: banning during the spawning season and removing all foreign fishing activity from within the 200-mile zone, commencing 1986, particularly in the northern cod zone.

Then to add to that, we must be able to also, if we are going to protect the hundreds of small rural communities that depend entirely on the inshore fishery, regulate the Canadian offshore trawlers. Fishery Products International has just received a hundred and something million dollars, the second time around, and I can see all kinds of things that company is doing to hurt the inshore fishery. That should never be.

*[Translation]*

exemple à l'esprit, le marché conclu avec les Russes. Nous leur donnons plus de 100,000 tonnes métriques de poisson—et j'insiste sur le mot donner—par année, afin de leur permettre d'acheter quelques millions de livres de poisson. Ils étaient censés acheter du poisson pour une valeur de 25 millions de dollars cette année à une industrie dont la valeur des exportations s'élève à quoi?—à 1,5 milliard de dollars. Ils ont acheté pour une valeur de 4 millions de dollars ou 5 millions de dollars.

Quand je vois que des pays comme l'Allemagne et les pays de la CEE n'achètent pas notre poisson, malgré le fait que leurs propres flottes de pêche ont l'autorisation de venir pêcher dans certains secteurs de nos eaux. Alors, la vieille formule donnant, donnant doit être supprimée.

Deuxièmement, il faudrait, messieurs, que vous retourniez à Ottawa et réussissiez à convaincre les divers partis que vous représentez de s'entendre pour recommander l'interdiction de toute activité étrangère à l'intérieur de la zone de 200 milles, dès 1986, donc, pour recommander de ne plus délivrer de permis de pêche à des flottes de pêche étrangères après cette année. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette recommandation.

Il faut également réglementer la pêche des stocks de morue pendant la saison du frai, c'est-à-dire en janvier, en février et pendant une partie du mois de mars.

Ce sont des choses qui ont été dites et redites dans le passé. Ces deux mesures à elles seules, soit l'interdiction de toute activité étrangère à l'intérieur de la zone économique de 200 milles et l'interdiction de la pêche de la morue pendant la saison du frai, permettraient un accroissement des stocks de poissons. Peut-être aurons-nous alors assez de poissons dans les eaux côtières. Nous n'aurons pas besoin de ces millions de dollars, à l'automne, pour instaurer des programmes de création d'emplois à l'intention des pêcheurs côtiers et des ouvriers des usines de transformation.

La pêche côtière s'effectue avec de petits bateaux. Je le répète, je suis inquiet de l'attitude actuelle. Elle était la même dans le passé, et je n'ai rien vu changer, malgré le changement de gouvernement: on veut éliminer la pêche côtière au profit de la pêche maritime. On en a la preuve manifeste avec les fonds accordés récemment aux Pêcheries internationales Ltée.

Voilà pour la question de la prise; j'aimerais revenir sur les recommandations. J'ai mentionné les deux plus importantes: interdire la pêche pendant la saison du frai et interdire toute activité étrangère à l'intérieur de la zone économique de 200 milles, dès 1986, particulièrement en ce qui concerne la zone de pêche de la morue.

De plus, nous devons réglementer la pêche des chalutiers maritimes canadiens, si nous voulons vraiment protéger les centaines de petites collectivités rurales qui dépendent entièrement de la pêche côtière. Les Pêcheries internationales Ltée viennent de recevoir un peu plus de cent millions de dollars, pour la deuxième fois, et je peux vous indiquer toutes sortes de choses que cette compagnie fait pour nuire à la pêche côtière. Ce genre de choses ne devraient jamais se produire.